

Henri Hippolyte présente une équipe renouvelée :

POUR UNE NOUVELLE IMPULSION !



Henri Hippolyte entouré de plusieurs colistiers: Mémouna Patel, Patricia Fimar, Julienne Céléstie, Patrice Payet, Henri Hippolyte, Naren Mayandi, Sabrina Louise, Firose Gador, Daniel Vassinot et Jacques Dobarra.

Henri Hippolyte (Loulou), candidat de la Majorité municipale au Port a présenté hier matin les axes prioritaires de son projet pour la prochaine mandature entouré de quelques personnalités qui préfigurent sa liste qu'il présentera en mars prochain aux suffrages des électeurs portois. Avec comme mot d'ordre: une nouvelle impulsion, le changement dans la sécurité et une nouvelle gouvernance.

C'est dans un restaurant du Port sur le front de mer que Henri Hippolyte a présenté ses 5 priorités. Autour de lui se trouvaient des personnes de l'actuelle équipe comme Jacques Dobarra, Firose Gador, Mémouna Patel, Patricia Fimar et Naren Mayandi. Parmi les nouvelles personnes qu'il a choisies figure une jeune femme docker, Sabrina Louise mais encore Patrice Payet, organisateur de l'événement super motard au Port. Un spécialiste des questions de sécurité,

retraité de la Police Nationale et dirigeant de la Jeanne d'Arc, Daniel Vassinot. Enfin, deux autres personnalités de la société civile, Mme Julienne Céléstie, Présidente de l'Association Générale Réunionnaise des Retraités et également Présidente de la Maison des Associations du Port et Christophe Rocheland, connu pour ses actions dans la Coopération Internationale.

5 priorités

D'emblée, Henri Hippolyte a tenu à souligner la contribution particulière du Port au développement de La Réunion ainsi que l'ampleur considérable du bilan. D'une «*plaine des galets, le Port a été transformé en véritable ville moderne et exemplaire sur le plan du développement*».

Mais aujourd'hui, un nouvel élan doit être donné pour mieux prendre en compte les attentes de la population.

Henri Hippolyte a montré sa détermination à faire autrement et à apporter son style en affirmant plus de proximité dans la relation entre les élus et la population, fort de ses compétences dans le domaine associatif. Il compte innover et apporter une nouvelle méthode pour rapprocher les élus du citoyen. «*Nous allons mettre en place des relais dans chaque quartier qui pourraient être structurés sous forme de Conseil de Quartier*». L'objectif selon lui est «*de remettre le Portois au cœur de l'action municipale*».

Les cinq priorités du candidat sont: d'offrir des perspectives à la jeunesse; d'ouvrir la ville sur la mer dans le cadre de la poursuite des grandes opérations d'aménagement; de soutenir le développement économique et la création d'activité et d'emplois pour les Portois; d'améliorer le cadre de vie; et de renforcer la proximité et la participation citoyenne pour favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire et l'émergence de projets innovants.

Projet Ville et Port

Sur le projet Ville et Port qui ouvre la ville à la mer et le monde, il souhaite une démarche concertée: il veillera particulièrement à «*apporter la concertation qu'il faut avec les habitants, les acteurs économiques et les commerçants du centre ville*» pour qu'ils soient acteur de ce

grand projet qui façonnera l'image de la façade maritime du Port dans les années à venir.

Le candidat de la majorité municipale a indiqué que les Réunionnais et le monde économique ne veulent plus des «*dégâts qu'ont causés les politiques de renoncement*» en parlant de ceux qui remettent en cause les investissements et les projets. Projets que certains ont souvent en d'autres temps approuvés! «*On ne peut pas gommer cette histoire qui puise sa source dans les plans d'aménagement du Port depuis 1971 et ces investissements programmés. De même on ne peut pas dire que rien n'a été réalisé pendant 40 ans, ce serait de manquer de respect aux Portois*» a-t-il déclaré.

Enfin, Henri Hippolyte donne rendez vous après ce premier temps fort de la campagne pour de nouveaux événements notamment la présentation de sa liste définitive et le projet de sa mandature.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Situation plus grave qu'en 2009

Lancée depuis hier, la grève des stations service s'est étendue à tout l'Outre-mer. Il faut remonter à 2009 pour retrouver pareille étendue dans un mouvement. Des deux côtés, personne ne veut céder, et pas de négociation à l'horizon. Cela risque donc de faire durer le conflit, tant que la concertation ne reprendra pas.

En 2009, tout était parti d'une revendication demandant la baisse des prix des carburants. Le mouvement s'était élargi car la liaison a été faite avec des besoins exprimés par toutes les couches de la population.

Des mouvements se sont créés pour faire aboutir ces demandes. C'était le COSPAR à La Réunion, le LKP en Guadeloupe ou le Mouvement du 5 février en Martinique. Dans notre île, trois grandes manifestations avaient rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Elles ont permis d'obtenir des avancées notables. Outre la baisse des prix des carburants et du gaz, la population avait gagné un gel des loyers des logements sociaux, une baisse des tarifs bancaires et la mise en place d'une liste de plus de 250 produits de grande consommation, dont le prix diminue de 5 à 20%.

Sur le plan des revenus, la mobilisation a permis d'obtenir une revalorisation pouvant aller jusqu'à 150 euros pour les salaires les plus bas.

Depuis lors, la grande distribution et les compagnies pétrolières ont peu à peu rogné ce qui a été gagné. Mais c'est l'an dernier que le coup de grâce a été donné avec la fin des 150 euros de bonus. Tout d'abord, le gouvernement a décidé de ne pas prolonger le RSTA à compter du mois de juillet. Puis il s'est désengagé de sa participation aux 50 euros du bonus COSPAR, ce qui a signifié la suppression de ce gain pour des travailleurs.

5 ans après les événements de 2009, la situation sociale est beaucoup plus tendue car la crise s'est aggravée.

J.B.

Refus de soutenir le train, menace sur 1.500 emplois

Les décisions du gouvernement renforcent les compagnies pétrolières

Alors qu'il pouvait réduire la force du monopole des pétroliers, le gouvernement a préféré l'entretenir en refusant de soutenir le projet d'un train électrique, un transport collectif de masse alternatif au tout-automobile. Son projet de décret ne réduira pas la puissance de ce monopole, bien au contraire.

La grève des stations service s'est poursuivie hier. Force est de constater que le gouvernement est en train de récolter ce qu'il a semé, voici pourquoi.

En 2010, les socialistes ont donné la présidence de la Région à Didier Robert en sachant que ce dernier allait casser tous les projets, dont celui du tram-train électrique.

Quelques mois après l'élection de Didier Robert, ce dernier a signé avec François Fillon, Premier ministre, un accord connu sous le nom de "Matignon 2". Ce texte prévoit de transférer tous les crédits prévus pour le tram-train sur la construction d'une route en mer à 6 voies entre Saint-Denis et La Possession. Durant la campagne électorale de la présidentielle, le candidat François Hollande s'était engagé à soutenir la relance du tram-train. Mais après l'alternance en mai 2012, cette



Le refus de soutenir le tram-train a entraîné une augmentation du parc automobile. Le gouvernement fait le jeu des compagnies pétrolières qui vendent ainsi plus de carburant.

déclaration n'a pas été suivie d'effet. Plus grave encore, Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, s'est déplacé à La Réunion pour dire qu'il allait respecter la continuité des engagements de l'État pour "Matignon 2". En clair, cela signifie qu'il est pour la suppression du tram-train et pour la construction d'une route en mer utilisant les crédits disponibles. Cela ne peut que favoriser les intérêts des compagnies pétrolières.

Le refus de soutenir le train

Cette décision est un cadeau fait aux monopoles qui tirent profit de La Réunion. En effet, avant 2010, la Région Réunion avait lancé un projet qui remettait en cause la domination des compagnies pétrolières: l'autonomie énergétique pour 2025. L'objectif était de produire dans notre île toute l'énergie consommée grâce à des sources renouvelables et non polluantes: soleil, volcan, énergie thermique marine, utilisation de la houle, du vent et des rivières. Sachant que le transport est responsable de la moitié des émissions de gaz à effet de serre, la collectivité alors dirigée par Paul Vergès avait lancé deux projets: le tram-train et la couverture de la route des Tamarins par des panneaux photovoltaïques.

Le premier est un train alimenté par l'électricité. Le second est la transformation des 34 kilomètres de route en une centrale électrique produisant l'énergie consommée par les véhicules

électriques qui remplaceront les voitures que nous connaissons aujourd'hui.

Paris est l'allié objectif des pétroliers

Plutôt que de soutenir ces deux projets, le gouvernement a décidé d'aller dans le sens du financement d'une route à 6 voies. En conséquence, depuis 2010, plus de 80.000 voitures ont été importées à La Réunion, dont 40.000 depuis 2012, date d'entrée en fonction du gouvernement. Comme ces véhicules fonctionnent avec des carburants importés, la domination des compagnies pétrolières a été renforcée.

C'est ainsi que par ses décisions politiques prises à La Réunion, le gouvernement est l'allié objectif des compagnies pétrolières.

C'est pourquoi la crise actuelle n'est qu'un désaccord tactique entre les deux partenaires. D'ailleurs, le gouvernement ne peut pas ignorer que s'il réduit les marges des compagnies pétrolières, ces dernières se tourneront vers les gérants pour récupérer leur mise, puis les gérants réduiront leurs frais pour garder leurs bénéfices. Au bout de cette chaîne, le pompiste n'a personne vers qui se tourner, et c'est la menace qui pèse sur 1.500 de ces travailleurs.

Si le gouvernement voulait vraiment s'attaquer aux monopoles et diminuer les profits des compagnies pétrolières, alors il soutiendrait le projet de train électrique et les transports collectifs, l'alternative au tout-automobile.

Manifestement ce n'est pas le cas, et force est de constater qu'à La Réunion, 6 députés sur 7 sont tombés dans le panneau en appelant Victorin Lurel à faire preuve de fermeté.

Manuel Marchal

Nos peines

Maurice Gironcel rend hommage à Lucien Hoarau

«C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris le décès de Monsieur Lucien Hoarau, Responsable du Syndicat FO au CHD Bellepierre avec lequel j'ai eu l'occasion de mener des combats en tant que militant syndicaliste.

Je souhaite adresser mes condoléances les plus sincères à toute sa famille, et tiens particulièrement à leur exprimer, toute ma sympathie et mon amitié dans cette douloureuse circonstance.»

Maurice Gironcel
Maire de Sainte Suzanne

"Témoignages" se pourvoit en Cassation

"Témoignages" a pris connaissance de la décision de la Cour d'Appel de Saint-Denis. Pour Témoignages, ce verdict est injuste. Par conséquent, Témoignages se pourvoit en Cassation.

Succès du meeting hier soir à Saint-Louis. Demain notre article.

5 ans de travaux prévus

Un nouveau centre-ville à Sainte-Suzanne

Mercredi, la commune de Sainte-Suzanne a présenté le futur visage du centre-ville. C'est la SODIAC qui a la concession pour mener à bien le projet d'aménagement d'ici 5 ans.

La commune de Sainte-Suzanne aborde une nouvelle étape de son développement. La Municipalité vient d'attribuer la concession d'aménagement de son Cœur de Ville à la SODIAC. En officialisant mercredi cet engagement, c'est une étape importante qui est franchie pour ce projet structurant, qui entre désormais dans sa phase de concrétisation.

La réalisation d'un centre-ville est une opération majeure qui va restructurer de manière fonde-

mentale le visage de la ville et son fonctionnement. Ce nouveau centre-ville réaffirmera l'identité de Sainte-Suzanne: commune dynamique (près de 200 entreprises y ont été créées en 2011), attractive et proche de la nature.

Dans moins de 5 années, d'ici 2019 (échéance de livraison de la totalité de l'aménagement et des constructions), c'est un nouveau centre-ville qui s'invitera au cœur des vies des habitants, alliant le confort d'équipements modernes à la qualité de vie de la commune vert-bleue, riche

aussi bien de son littoral maritime que de sa biodiversité, ses sites de randonnées, ses cascades ou ses terres agricoles.

Nouveau centre-ville moderne par nature

S'inscrivant dans le développement à moyen et long terme du centre-ville de Sainte-Suzanne, le projet Cœur de Ville allie modernité, confort du renouvellement urbain

et préservation de l'environnement. Considérées comme des éléments essentiels de la qualité de vie à Sainte-Suzanne, la biodiversité et la proximité de la mer sont totalement intégrées aux futurs aménagements, et se révèlent comme des éléments structurants du nouveau visage de la centralité. Une centralité renouvelée qui trouve sa bonne insertion entre ruralité et modernité.

Le projet d'aménagement porte sur une surface d'environ 4,6 hectares en bordure de la façade maritime et intègre les îlots de la mairie, de l'église, et de la place centrale.

La place du Cœur de Ville

Espace symbolique du centre-ville revêtant une dimension historique (mairie, église, fontaine, monument

5 objectifs

- moderniser l'hyper-centre
- favoriser les modes doux de déplacement pour un centre-ville plus accessible et décongestionné
- redynamiser l'habitat et le commerce dans le cœur de ville
- protéger le centre-ville contre les risques naturels liés aux inondations et à la houle
- valoriser les équipements publics majeurs existants

4 ambitions

- Un espace public homogène en Cœur de Ville
- Un bord de mer retrouvé
- Un îlot urbain entièrement restructuré
- Une stratégie de développement durable et de valorisation du patrimoine naturel



Voilà à quoi ressemblera le centre-ville de Sainte-Suzanne une fois le chantier terminé.

aux morts) et constituant le noyau dynamique de la commune (équipements, commerces).

Traversée par la promenade verte, elle est délimitée à l'Est par la mairie, sa future extension et les commerces de la future opération, à l'Ouest par l'avenue Mendès France, au Nord par l'opération Caravelles et au Sud par la rue de la Cayenne et la future Place du marché. Elle ne sera accessible aux véhicules que lors d'occasions exceptionnelles (mariages, enterrements, réceptions...), grâce à un système de plots rétractables permettant l'accès aux parvis de la mairie et de l'église.

L'avenue Pierre Mendès France sera traitée en zone 30. Un jardin équipé de bancs formera un écrin autour de l'église et sera traversé d'allées rejoignant la rue de la Cayenne et son parking. Le rez-de-chaussée de l'opération programmée derrière l'église accueillera des commerces avec terrasses.

Contre la domination d'une seule commune sur tout l'Ouest de La Réunion

Intercommunalité : le TCO va continuer à défendre la solidarité

Suite à la publication d'un arrêté donnant à une seule commune la moitié des sièges du futur conseil communautaire du Territoire de la Côte Ouest, le TCO a publié hier le communiqué suivant:

Appelé à trancher sur la répartition des sièges du futur conseil communautaire du TCO, le Tribunal Administratif a rejeté l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2013 fixant la composition de la prochaine assemblée.

Il nous semble important de souligner aujourd'hui que ce n'est pas la

répartition, contestée par Saint-Paul et adoptée par les maires des communes de La Possession, du Port, de Trois-Bassins et de Saint-Leu, qui a été désapprouvée par les juges mais le nombre total de conseillers. L'accord prévoyait une assemblée de 63 élus. Le Tribunal Administratif a jugé que ce nombre devait être

porté à 64. Soit un siège de plus. Or, la loi n'a jamais fixé un tel plancher. Et de bonne foi, notre accord voulait emprunter le chemin d'une meilleure gestion des dépenses publiques, en diminuant le nombre d'élus intercommunaux. La Région ne compte-elle pas une assemblée de 45 élus? Le Département ne fonc-

tionne-t-il pas avec 49 conseillers? Le TCO a-t-il besoin d'un conseiller de plus?

Avec l'annulation de l'arrêté préfectoral, c'est une répartition par défaut qui va s'appliquer, une répartition ne prenant en compte que le critère démographique.

Pour notre part, nous avons jusqu'au bout défendu un principe qui nous était cher, celui de la solidarité; celui de ne pas voir une commune dominer les autres et ainsi garantir à une petite commune comme Trois-Bassins d'obtenir plus

de 2 sièges dans une assemblée de 63 élus, celui de favoriser un accord local pour le développement de notre territoire aux richesses, au relief et aux besoins contrastés, celui de préserver les équilibres d'origine, qui malgré les tempêtes et les divergences qui rythment la vie politique, a vu le TCO se fonder en 2002, se construire et s'épanouir. C'est cette lecture que nous en avons faite. C'est notre conception de l'intercommunalité, que nous allons continuer à défendre...



La dernière découverte suite aux révélations d'Edward Snowden: les dirigeants du monde réunis à Copenhague au sommet sur le climat étaient espionnés par les Etats-Unis.

Candidature proposée par deux députés de la Norvège

Edward Snowden, Prix Nobel de la paix ?

Après avoir vu son nom circuler pour le Prix Sakharov pour la liberté de pensée, deux députés norvégiens ont proposé la candidature d'Edward Snowden au prix Nobel de la paix 2014. Ce dernier s'est rendu célèbre suite à ses révélations sur le programme de surveillance de la NSA.

Bard Vegar Solhjell et Snore Valen, deux membres du parti socialiste norvégien, ont envoyé une lettre au Comité Nobel norvégien dans laquelle ils proposent la candidature d'Edward Snowden au prochain prix Nobel de la paix. Ces derniers ont expliqué à l'Agence France Presse, qu'«il a contribué à révéler le niveau extrême de l'espionnage par des États d'autres États et des citoyens».

Une nouvelle forme de lutte

Dans leur lettre, les deux parlementaires ont expliqué leur soutien au jeune homme, non pour ses actions de cyber-espion, mais pour «sa volonté d'exposer la nature et les prouesses technologiques de la surveillance moderne». Edward Swoden avait en juin/juillet 2013 transmis des documents de la NSA, au Washington Post et au Guardian, dévoilant l'existence d'un programme de surveillance appelé «Prism». Ce programme informatique permettait aux autorités américaines d'examiner les communications numé-

riques de millions de personnes à travers le monde.

Bard Vegar Solhjell a indiqué que «Snowden a contribué à ce que les gens sachent ce qui se passe et à stimuler le débat public» sur la confiance dans l'État de droit, qui est selon ce dernier, «une condition fondamentale de la paix». Selon les deux députés, ce militantisme a «entraîné le retour de la confiance et la transparence comme principes fondateurs des politiques mondiales de sécurité».

Des menaces vivaces contre lui

En dépit des nominations que des dirigeants souhaitent lui attribuer, Edward Snowden tente de trouver un pays où s'exiler, afin d'échapper à la justice américaine, qui l'accuse de trahison. Dans une interview, diffusée dimanche 26 sur la chaîne publique allemande ARD, il a évoqué des «menaces explicites» contre lui de la part des Etats-Unis, tout en assurant malgré tout «très bien» dormir. Le jeune homme a évoqué les menaces pesant sur lui, notamment un article diffusé par le site d'informations populai-



Edward Snowden a expliqué au monde un des effets de la révolution technologique: un pays a le plus grand réseau d'espionnage de l'histoire.

res BuzzFeed, intitulé «Des espions américains veulent la mort d'Edward Snowden». Le quotidien suisse, Le Temps a repris la traduction allemande de l'ARD, faisant dire à Edward Snowden, «ces gens, et ce sont des fonctionnaires gouvernementaux, ont dit qu'ils aimeraient me mettre une balle dans la tête ou m'empoisonner à la sortie d'un supermarché, pour me voir mourir sous ma douche». En dépit, des attaques contre lui, l'ex-consultant de la NSA, peut compter sur la mobilisation citoyenne et nommant le million de signatures récoltées au Brésil, afin de lui permettre de s'exiler dans le pays.

SaiLin

Otè!

Pti lanp-pti lanp, l'afèr i avans

Bann dépitè la fini zot diskisyon dsi in loi konstitisyonèl pou fé ratifyé par La Frans la shart éropéène bann lang réjyonal épi minoritè; zot la voté étienbo aou bien mon dalon, plis troi sinkyèm la vot pour. troi sinkyèm, sa lé inportan sa? Pliské. Par raport in nouvo loi va pas dovan lo séna é si bann sénatèr i aprouv lo loi avèk in majorité plis troi sinkyèm, l'èr-la sar paré pou réini in kongré épi pou donn lo prézidan lo fé vèr pou rati-fyé la shart nou la anparl an o la.

Ni pé di, lé domaz l'avé poin in majorité pli for; Lé domaj désèrtin dépitè l'outre-mèr l pa vot pour vi k'in pé la pa partisip lo vote. Domaz, mé normal! Pars shak foi nana in késtyon inportan bann roprézantan l'outre-mèr i diviz. Lé konmsa, mé i fo pa anplégné, i fo pran lo tan, épi atann lidé i fé son bon shomin. Mèm si dann in ka konm bann lang réjyonal i fé dé zané é dé zané k'i diskit, k'i lite.

Mé ni pé dmann anou pou kosa nana ankor d'moun lé kont la shart moin la anparl pli o. Ni pé mèm rann anou kont par nou mèm in pé i prétan ninpport koi: i di k=lo fransé lé an danjé. Na mèm in roi d('koulou la di, si ni koz arienk kréol, si ni sava dann l'anglètèr koman nou va fé konprann anou. Lo myé sé jké ni koz zanglé, mé i paré li la pa konprann sa pou son par...San kas lé kui astèr kosa i lé la shart, koué na d'dan. Bin i fo ni lir, i fo ni diskite, ni pa pa dir nou lé pour san al é bien gardé. bien konprann sé la klé pou bonpé z'afèr...An atandan, pti lanp pti lanp, l'afèr i avans.

Justin